





















Le 23 février 2018

Huile de palme durable: de la poudre aux yeux labellisée RSPO

Dans son dossier sur le système RSPO (pour Roundtable on Sustainable Palm Oil) publié aujourd'hui, la coalition suisse sur l'huile de palme critique vertement le label. De son point de vue, la certification RSPO est de la poudre aux yeux, puisque même après 15 ans d'existence, le label n'est toujours pas synonyme de durabilité écologique et sociale.

(BÂLE/BERNE/LAUSANNE/LUGANO/ZURICH) La plainte déposée récemment contre la RSPO par deux communautés indonésiennes auprès de l'instance suisse responsable des plaintes de l'OCDE ne constitue que la pointe de l'iceberg. C'est ce que démontre le document publié aujourd'hui par la coalition suisse sur l'huile de palme¹.

Ce dossier montre notamment que les directives de la RSPO sont faibles et qu'elles autorisent la destruction des tourbières, des forêts secondaires ou l'emploi de pesticides hautement toxiques. De plus, non seulement les directives ne sont pas suffisamment appliquées, mais elles manquent en plus leur objectif, car les systèmes de contrôle et les mécanismes de sanction sont inefficaces.

L'ensemble des faits relatifs à la RSPO démonte le mythe selon lequel l'huile de palme certifiée RSPO est produite dans le respect des normes de durabilité. Ces éléments ont non seulement une incidence sur le consommateur, premier dupé par le label de durabilité, mais également sur le secteur privé, la politique et l'administration. Le SECO argumentait en effet dernièrement que l'huile de palme ne doit pas être exclue de l'accord de libre-échange négocié avec l'Indonésie, car il s'agit d'huile de palme certifiée, et donc durable.

La coalition sur l'huile de palme exige donc l'exclusion de l'huile de palme de l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, y compris si celle-ci est labellisée RSPO. De plus, si le SECO décide de se tourner vers un autre système de certification, elle lui conseille fort de s'assurer que la démarche est plus sérieuse.

Pour rappel, cette matière première avait déjà fait des vagues dans le cadre des négociations de libre-échange aujourd'hui gelées avec la Malaisie. Le parlement cantonal genevois débattra d'ailleurs probablement aujourd'hui d'une résolution exigeant l'exclusion de l'huile de palme de cet accord. Outre Vaud, le Jura, la Thurgovie et Berne, Genève serait alors le cinquième canton à réclamer l'exclusion de l'huile de palme. La résistance contre la consommation croissante d'huile de palme augmente aussi dans

¹ Les organisation suivantes font partie de la coalition sur l'huile de palme: Alliance Sud, Biovision, Pain pour le prochain, Bruno Manser Fonds, Fédération romande des consommateurs, PanEco, Pro Natura, Public Eye, Union suisse des paysans, Fédération suisse des producteurs de céréales, Uniterre.

l'Union européenne où le Parlement a décidé, en janvier dernier, d'interdire l'ajout d'huile de palme dans les biocarburants dès 2021.

Renseignements pour les médias: Johanna Michel, Bruno Manser Fonds, 079 868 45 15

Informations complémentaires:

- Résolution genevoise: Tribune de Genève, Le Grand Conseil veut faire barrage à l'huile de palme, 14.2.2018, in: https://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/grand-conseil-veut-barrage-huile-palme/story/20916196
- Position du SECO: Le Courrier, L'huile de palme grippe les négociations, 15.2.2018, in: https://lecourrier.ch/2018/02/15/lhuile-de-palme-grippe-les-negociations/
- Décision du Parlement européen: Europäische Zeitung, Ehrgeizige Ziele für eine sauberere und effizientere Energienutzung, 19.1.2018, in: https://www.euzeitung.de/2018/01/19/ehrgeizige-ziele-fur-eine-sauberere-und-effizientere-energienutzung/